

« De Wever au Seize serait contre nature »

ENTRETIEN
Le président de la N-VA, Bart De Wever, entamera ce lundi sa mission d'information. Un rôle nouveau pour lui, que Pascal Delwit, professeur de science politique à l'ULB, nous aide à cerner.

N'est-il pas singulier que le triomphateur des élections ait accepté ce rôle a priori de « second plan » d'informateur ?
C'est singulier. En même temps, il y a une construction logique, que l'on a déjà obser-

vée par le passé où, quand vous avez deux partis vainqueurs des élections - un au nord et un au sud du pays - il y a une forme de partage des rôles. Dans un premier temps, une famille prend celui d'informateur, dans un deuxième temps, l'autre prend le rôle de formation du gouvernement. C'était déjà partiellement vrai en 1999, avec Louis Michel (MR) et Guy Verhofstadt (VLD) - même si le MR n'avait pas fait le score qu'il espérait. C'était encore plus net en 2003, avec Elio Di Rupo (PS) et Guy Verhofstadt, et en 2007, avec Didier Reynders (MR) et Yves Leterme (CD&V). Au surplus, il y a quand même un phénomène nouveau, qui est une forme d'asymétrie. Si, dans la famille socialiste, il y a un correspondant au nord et au sud du pays, pour la N-VA, il n'y en a pas. Il serait donc assez difficile, au-delà même du fait qu'il s'agit d'un parti indépendantiste et républicain dans la rhétorique programmatique, qu'il fournisse le premier ministre - même s'il ne faut rien exclure... A partir du moment où la N-VA avait annoncé sa disponibilité pour prendre part aux discussions et monter aux affaires, il était donc assez logique qu'elle ait la main partiellement. C'est le parti qui a le plus de

sièges (27)... et les autres partis veulent que Bart De Wever et la N-VA mettent la main dans le cambouis.

Pourquoi Bart De Wever a-t-il décrié que le « Seize » ne l'intéressait pas ?

Je pense que « philosophiquement », ça n'a pas de sens pour lui. En étant informateur, il contribue à un de ses objectifs, qui est d'aboutir à une réforme de l'Etat - là où le précédent gouvernement a échoué. En revanche, assurer le poste de Premier ministre serait vraiment contre nature.

« Avec 27 élus, il va devoir assurer une discipline et un leadership dans son parti. »

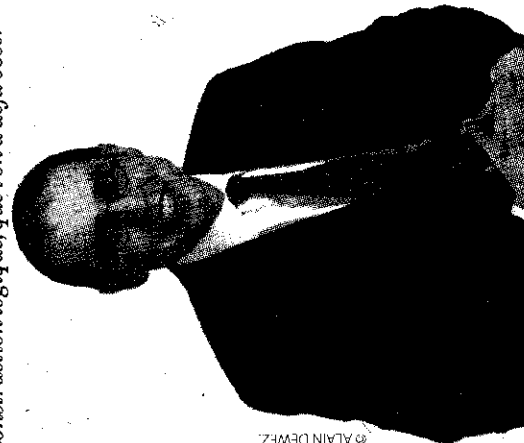
Par ailleurs, il sera dur pour la N-VA de gérer sa victoire. Bart De Wever devra partiellement recevoir différents segments de son électorat, sur des questions différentes. Et avec 27 élus, il va devoir maintenir une discipline et un leadership dans son parti. Tant philosophiquement que politiquement, Bart De Wever ne « peut » donc pas être Premier ministre.

Un gouvernement « Di Rupo I » ne semble plus choquer la Flandre. Quel chemin

parcours, en deux ans...
C'est tout à fait vrai, singulièrement si l'on se souvient de l'emballlement autour des affaires de Charleroi, suivi par la défaite du PS de 2007. Cela dit, si l'on retourne plus loin en arrière, le scénario avait déjà été largement envisagé, notamment après la victoire électorale de 2003. Deux éléments expliquent ce retour. Le premier a été énoncé grossièrement par Bart De Wever durant la campagne : un Premier francophone sera amené à faire des concessions... Le

deuxième, c'est qu'en Flandre, on a vécu avec une sorte de fascination cette capacité du Parti socialiste à être premier en Wallonie et en Communauté française, au-delà des 30 %, alors que jusqu'à l'année passée, avec 22 %, vous étiez le premier parti de Flandre. Cela dit, je crois qu'il faut être prudent sur l'idée de l'acceptation généralisée du fait en Flandre... ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON



© ALAIN DEWEZ

Le Soir 19/06/2010 (p. 3)